

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	22	3

N° de la séance : 33

Objet de la délibération : Direction Habitat
Logement - ALC RESO - Convention de
participation financière 2021

<ul style="list-style-type: none">■ Original■ Expédition certifiée conforme à l'original <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p>
--

N° Enregistrement : BC.2021.073

Date de la convocation :
Le 13/04/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **26 AVR. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **22 AVR. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 avril 2021

L'an deux mil vingt et un et le 19 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA, Dominique TRABAUD

Madame NASICA,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis souhaite soutenir l'action du Pôle Hébergement – Insertion – Justice de l'association ALC.

Reconnue d'utilité publique, l'association ALC a pour objet d'aider les personnes et familles en grande précarité sociale, en rompant le processus d'exclusion et de marginalisation dans lequel elles sont inscrites du fait de l'absence de travail, de logement et/ou d'identité sociale.

Le principe fondateur de l'association est de promouvoir la solidarité par l'engagement de bénévoles aux côtés de professionnels dans les actions que l'Association met en place pour atteindre son but.

En 2012, la fusion entre Chrétiens Antibes Solidarités et ALC, a conduit à la formation d'un nouvel établissement du nom de RESO (Regain Solidarité). Ce nouvel établissement constitue aujourd'hui le pôle Hébergement – Insertion – Justice de l'association ALC.

Sur le territoire de la CASA, l'association dispose de 26 places d'hébergement de stabilisation dont 16 places en structure collective à la Maison de la Solidarité (7 place Amiral Barnaud à Antibes) et 10 lits en logements diffus dédiés aux jeunes de 18 à 25 ans (5 places) et aux personnes sous mains de justice (5 places).

Ces places offrent une transition très encadrée entre la rue, l'accueil d'urgence et le logement autonome avec un accompagnement socio-éducatif très soutenu. De nombreux partenariats permettent par ailleurs d'assurer un accompagnement sur le volet de l'emploi ou de la santé.

L'objectif de l'action portée par l'association est, au travers de ces places de stabilisation, d'assurer l'hébergement transitoire des publics en grande précarité et le plus souvent désocialisés, en visant une réinsertion sociale, et si possible professionnelle, de ces publics.

En septembre 2020, selon le bilan d'activité intermédiaire, 36 ménages ont été hébergés sur l'ensemble du dispositif, dont 11 nouvelles entrées. 55 % de ces personnes hébergées sont issues du territoire de la CASA (soit 20 personnes), soit du fait d'un hébergement antérieur, soit d'un accompagnement social ancré sur le territoire.

Le budget prévisionnel de 2021 de l'action estimé par l'association s'élève à 441 333 €.

La CASA souhaite apporter une contribution financière à hauteur de 33 000 €, au titre de la reconduction des actions menées en 2020 par ALC RESO sur les 26 places de stabilisation disponibles sur le territoire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2006.046 du 10 juillet 2006 relative à la définition de l'intérêt communautaire en matière de politique du logement social et de l'habitat ;

Vu le 3^{ème} Programme Local de l'Habitat de la CASA, approuvé par délibération n° CC.2019.163 du Conseil Communautaire en date du 14 octobre 2019 ;

Vu la délibération n° CC.2020.006 en date du 17 juillet 2020 par laquelle le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à accorder ;

Considérant l'intérêt que représentent les actions de réinsertion sociale par le logement menées par ALC RESO sur le territoire de la CASA ;

Considérant l'avis favorable de la Commission Habitat et Cohésion Sociale du 31 mars 2021 ;

Considérant les crédits qui figurent au budget de l'exercice en cours ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention de 33 000 € à l'association ALC RESO au titre de ses missions pour l'année 2021 ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière entre ALC RESO et la CASA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à l'habitat et au logement à signer ladite convention ;

- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal / Fonction 70 ; budget de la Direction Habitat Logement ;

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'octroyer une subvention de 33 000 € à l'association ALC RESO au titre de ses missions pour l'année 2021 ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière entre ALC RESO et la CASA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à l'habitat et au logement à signer ladite convention ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal / Fonction 70 ; budget de la Direction Habitat Logement ;

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 avril 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION AGIR POUR LE LIEN SOCIAL ET LA CITOYENNETE (ALC)

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Sophie NASICA agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Logement, habilitée à signer la présente convention conformément à la délibération n° du Bureau Communautaire du 19 avril 2021 ;

Ci-après désignée **CASA**

ET

L'association « Agir pour le Lien social et la Citoyenneté » (ALC) - Pôle Hébergement – Insertion – Justice, régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant son siège social à Nice – 2 avenue du Docteur Emile Roux, représentée par Monsieur Eric JOUAN, agissant au nom et pour le compte de l'association en sa qualité de Directeur Général de l'association ALC ;

Ci-après désignée **ALC RESO**

EXPOSE

Par délibération en date du 10 juillet 2006, le Conseil communautaire de la CASA a approuvé la définition de l'intérêt communautaire en matière d'équilibre social de l'habitat relevant de la compétence de la CASA.

Conformément à son Programme Local de l'Habitat, le Conseil communautaire de la CASA a souhaité soutenir financièrement l'association en charge d'héberger des ménages en difficulté en les accompagnant dans leur parcours résidentiel social.

Conformément à ses statuts, ALC a pour objet la mise en œuvre, avec les partenaires, d'un projet visant l'insertion et la promotion par l'habitat des personnes et des familles en grande précarité sociale, en rompant le processus d'exclusion et de marginalisation dans lequel elles sont inscrites du fait de l'absence de travail, de logement et/ou d'identité sociale.

La fusion entre Chrétiens Antibes Solidarités et ALC, effective depuis le 1er janvier 2012, a conduit à la formation d'un nouvel établissement du nom de RESO (Regain Solidarité). Ce nouvel établissement constitue aujourd'hui le pôle Hébergement – Insertion – Justice de l'association ALC.

Sur le territoire de la CASA, ALC RESO offre 26 places d'hébergement de stabilisation dont 16 places en structure collective à la Maison de la Solidarité (7 place Amiral Barnaud à Antibes) et 10 lits en logements diffus.

Ces places offrent une transition très encadrée entre la rue et le logement autonome avec un accompagnement socio-éducatif très soutenu. Un accompagnement sur le volet de la santé est également pourvu grâce à des partenariats étroits avec le réseau Santé Précarité d'Antibes et les CLSM d'Antibes et de Valbonne.

Au cours de l'année 2020, 39 personnes ont été hébergées au travers de ce dispositif.

La CASA, dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, ALC RESO s'engage à mettre en œuvre pour l'année 2021 sa mission sur le territoire de la CASA en proposant aux ménages identifiés par le SIAO 06 une solution d'habitat adaptée.

L'objectif de cette convention est de soutenir ALC RESO dans la mise en œuvre de cette mission d'hébergement et d'accompagnement vers le logement durable, notamment sur les 16 lits de stabilisation en structure collective et les 10 lits en logement diffus, ainsi que sur les missions d'accompagnement individualisé permettant d'assurer un encadrement spécifique pour chaque personne accueillie et comprenant les dimensions suivantes :

- Signature d'un contrat à l'entrée de l'hébergement fixant les modalités du suivi par le référent et les engagements réciproques
- Entretien hebdomadaire avec le référent désigné pour le suivi socio-éducatif
- Rendez-vous quotidien permettant d'assurer la régulation et l'ajustement des démarches en termes de santé, de budget, de justice, d'emploi...
- Visite hebdomadaire du logement

En contrepartie, la CASA s'engage à soutenir financièrement ALC RESO pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2021.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 441 333 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 69).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'Association reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la CASA.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la CASA est de 33 000 €.

Cette subvention est versée en deux temps : 70 % une fois la convention signée et revêtue de son caractère exécutoire, le solde sera versé si les conditions des articles 6.1 et 7 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

L'Association s'engage à produire auprès de la CASA un bilan semestriel et un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilan semestriel – Evaluation intermédiaire

ALC RESO s'engage à fournir avant le 31 juillet de l'année N un bilan d'ensemble quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis ci-dessous :

Ces indicateurs quantitatifs sont :

- Nombre de personnes hébergées
- Durée de séjour
- Caractéristiques sociologiques des personnes hébergées (âge, sexe...)
- Indicateurs de diagnostic à l'entrée et à la sortie (revenus, situation au regard du logement, situation administrative, financière et judiciaire...)

Ces indicateurs qualitatifs sont :

- Progression des compétences professionnelles de l'équipe socio-éducative dans un contexte de plus en plus contraint
- Poursuite du partenariat très opérationnel avec la plateforme logement/SIAO et la nouvelle commission territoriale
- Intégration de l'établissement dans le quartier et le territoire

La CASA procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions dans le cadre d'un Comité de pilotage organisé par l'Association qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

L'association invitera la CASA à son Assemblée Générale et elle lui transmettra avant le 31 juillet de l'année N le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

ALC RESO devra mentionner la participation de la CASA dans tous les documents diffusés.

6.2 Bilan final – Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par ALC RESO, au plus tard le 31 mars de l'année N+1.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la CASA a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

6.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la CASA et ALC RESO, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la CASA mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

ALC RESO s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'Association ALC RESO remettra à la CASA avant le 31 juillet de chaque année ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par un Commissaire aux comptes agréé, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 31 juillet de l'année N+1.
- Si l'Association ALC RESO est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la CASA tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la CASA des conditions d'exécution de la convention par l'Association ALC RESO, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la CASA peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA CASA

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CASA de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, ALC RESO mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, excepté ce qui concerne le montant de la subvention.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association ALC RESO
Le Directeur Général,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
La Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et
au Logement,

Eric JOUAN

Sophie NASICA

6. Budget⁵ du projet

Année 2021. ou exercice du au

Budget supplémentaire -
projet pluriannuelSuppression du budget -
projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	21 200	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	30 000
Achats matières et fournitures	21 200	73 - Dotations et produits de tarification	312 833
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation²	65 500
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	123 700	SPIP	12 500
Locations	108 100		
Entretien et réparation	10 900		
Assurance	2 600	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	2 100	PACA	20 000
62 - Autres services extérieurs	12 200	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	4 900		
Publicité, publication			
Déplacements, missions	1 600	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	5 700	CASA	33 000
63 - Impôts et taxes	18 671		
Impôts et taxes sur rémunération	18 671		
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	217 562	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	151 796	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	65 416	Aides privées (fondation)	
Autres charges de personnel	350	Autres établissements publics	
65 - Autres charges de gestion courante	38 000	75 - Autres produits de gestion courante	33 000
		756. Cotisations	33 000
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	10 000	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	441 333	TOTAL DES PRODUITS	441 333
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE⁷

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

La subvention sollicitée de.....³³⁰⁰⁰€, objet de la présente demande représente^{7.00}% du total des produits du projet
(montant sollicité/total du budget) x 100.

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/04/2021
Numéro : BC_2021_073
Nature : DE - Deliberations
Objet : ALC RESO - Convention de participation financière 2021
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

Interlocuteur

Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 7rGO2Dx

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 22/04/2021
Identifiant : 006-240600585-20210419-BC_2021_073-DE

Acte reçu

Date : 19/04/2021
Numéro interne : BC_2021_073
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : ALC RESO - Convention de participation financière 2021
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210419-BC_2021_073-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_073-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_073-DE-1-1_3.PDF

N